

LA PRÉVISION ÉCONOMIQUE ET SES « ERREURS »

Thomas Angeletti

Presses de Sciences Po | *Raisons politiques*

**2012/4 - n° 48
pages 85 à 101**

ISSN 1291-1941

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-raisons-politiques-2012-4-page-85.htm>

Pour citer cet article :

Angeletti Thomas, « La prévision économique et ses « erreurs » »,
Raisons politiques, 2012/4 n° 48, p. 85-101. DOI : 10.3917/rai.048.0085

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

THOMAS ANGELETTI

La prévision économique et ses « erreurs »

Notre projet est de nous mettre en situation de rappeler constamment aux institutions, en des termes adaptés aux circonstances du moment, les exigences d'une évolution considérée globalement et dans le long terme, et de contribuer ainsi à donner vie au débat fondamental :
où voulons-nous aller ? Où pouvons-nous aller¹ ?

PARCE QUE LE TEMPS constitue une dimension déterminante de l'expérience du monde social et, notamment, des fractions dirigeantes de la classe dominante², qu'il est à la fois un objet à dominer et un objet qu'il convient de maîtriser pour dominer, les prévisions économiques

-
1. Cet extrait est issu d'un court ouvrage dont on peut sûrement attribuer la paternité à Claude Gruson, publié par le Centre de Villemétrie (*Appel aux hommes et aux femmes d'espérance*, Paris, Centurion, 1983). Créé en 1954, celui-ci se définit comme un « organisme d'étude protestant », l'opuscule étant d'ailleurs présenté par trois représentants de l'épiscopat. « Économistes, sociologues, théologiens, responsables d'entreprise – comme se désignent les 36 signataires, dont 13 d'entre eux revendiquent le titre d'économiste – engagés dans des activités administratives, universitaires, ecclésiales, ou dans les affaires industrielles et financières, attentifs au monde dans lequel nous vivons, nous sommes profondément inquiets de son devenir. »
 2. Deux exemples parmi les nombreuses publications sur ce thème, publiés autour des années 1980, soit sous l'angle de la maîtrise collective du temps, soit sous celui de la gestion individuelle : Jacques Attali, *Histoires du temps*, Paris, Fayard, 1982 ; Jean-Louis Servan-Schreiber, *L'art du temps*, Paris, Fayard, 1983.

ont pu représenter une manière paradigmatique de rendre calculables, prévisibles, et par là saisissables les phénomènes économiques dans la seconde moitié du 20^e siècle. Cette mise en forme chiffrée de l'avenir était également liée – au moins pour certains de ses promoteurs – à un projet de société plus large qui ne se donne jamais si bien à voir que dans les interrogations de Claude Gruson, l'une des figures les plus actives de la planification française³. Pour comprendre la place qu'ont pu occuper ces énoncés économiques prédictifs, tels qu'ils se manifestent par exemple dans les discussions administratives, mais peut-être surtout dans la presse, il n'est pas inutile de s'arrêter sur les différentes controverses qui ont trait à la prévision autour des années 1980.

Celles-ci, qu'elles touchent à la recomposition des lieux officiels de la prévision, aux « fuites » administratives dont la presse se saisit, ou bien encore à leurs modalités de fabrication, ont en effet pour vertu de faire surgir les attentes insatisfaites en matière de prévision et les modes de totalisation – ou, on le verra, de non-totalisation – alternatifs et concurrents qui donnent sens à l'avenir. Surtout, ces controverses ont pour point commun d'interroger le rôle des prévisions dans les phénomènes qu'elles anticipent et témoignent, plus largement, d'une crise de la causalité après une décennie notamment marquée par une croissance conjointe du chômage et de l'inflation. Ces débats, qui occupent les économistes à la fin des années 1970 et au début des années 1980, nous permettent enfin d'identifier certains déplacements dans le rapport à l'avenir – et, indissociablement, au changement – et d'esquisser deux régimes de prévision dans lesquels l'économie se donne à voir sous des formes particulièrement contrastées⁴.

3. Ce polytechnicien, également diplômé de l'ENA et inspecteur des finances, qui dirige l'INSEE de 1961 à 1967, développe en effet une réflexion sur la nécessité de mener des politiques sur le moyen terme, réflexion indissociable en l'occurrence d'un ancrage protestant. La formule qui donne le titre à l'un de ses ouvrages est particulièrement évocatrice : *Programmer l'espérance* (Paris, Stock, 1976).

4. Cet article repose sur plusieurs enquêtes que nous avons menées sur les économistes évoluant au sein de l'administration. En ce sens, de nombreux entretiens ont été réalisés avec des membres de l'INSEE et de la direction de la Prévision autour des années 1980, institutions dont les archives ont également été étudiées. Cette démarche vise à saisir non seulement l'attachement des économistes à des normes, les moments où celles-ci s'actualisent ou sont réévaluées, mais également les transformations dans les manières de rendre descriptible l'économie qu'ils participent à élaborer et à promouvoir.

Qui peut prévoir ? Les lieux de la prévision

En 1979, la publication d'un rapport commandé par Raymond Barre – le rapport Lenoir-Prot⁵, écrit par deux énarques dont l'un a publié un livre quelques années auparavant sur *Les exclus*⁶ – témoigne d'un climat de refonte de l'activité de prévision. Le rapport Lenoir-Prot préconise en effet la création de centres de prévision macroéconomique « indépendants » afin de contourner « l'oligopole administratif constitué de l'INSEE et de la direction de la Prévision » (p. 138), lieux étatiques dans lesquels est alors principalement élaborée la quantification économique de l'avenir⁷. « Notre société (...) est hyper complexe. Le simplisme du calcul économique n'arrive plus à en rendre compte. L'étonnement des économètres est salutaire. Ils devront désormais indiquer eux-mêmes les limites de leurs travaux, renforcer leur déontologie et travailler en liaison étroite avec des politologues et des sociologues. » (p. 134) L'enjeu dans l'instauration d'un tel « pluralisme » est de « contribuer à élargir la gamme des questions sur lesquelles porte le débat », mais également de « générer – poursuivent les auteurs – un certain consensus sur des questions d'importance nationale ». Car « la meilleure façon d'enrichir le débat, d'élaborer de nouvelles méthodologies, c'est la concurrence des équipes » (p. 134-135). Cela pourrait, en outre, marquer « la fin de la discussion sans bases concrètes, c'est-à-dire l'entrée de la politique dans l'âge adulte » (p. 141). Pour cela, il est jugé nécessaire de disposer de centres ayant une taille assez importante, suffisamment financés pour pouvoir travailler sereinement ; les données de l'INSEE devraient leur être

5. René Lenoir et Baudouin Prot, *L'information économique et sociale*, Paris, La Documentation française, 1979.

6. R. Lenoir, *Les exclus. Un français sur dix*, Paris, Seuil, 1974.

7. Sans revenir ici sur l'INSEE, il faut rappeler que la direction de la Prévision (DP) est la plus jeune direction du ministère des Finances : elle a été créée en 1965 alors que Valéry Giscard d'Estaing était ministre, sous l'influence notamment de Claude Gruson et Jean Saint-Geours. Elle prend le nom de direction de la « Prévision » pour bénéficier au ministère d'un appareil d'expertise et contrer ainsi le Commissariat général au Plan, perçu comme une institution à la fois interventionniste et dépensière. « Prévision » est donc entendu, dans ce cadre, comme opposé à « planification ». La DP est ainsi souvent décrite comme la direction « intellectuelle » du ministère, sans avoir pour autant le poids politique de la direction du Trésor, créée elle en 1940. Sur l'activité de prévision en France à partir de la fin des années 1940, voir François Fourquet, *Les comptes de la puissance. Une histoire de la comptabilité nationale et du Plan*, Paris, Encres, 1980 ; Aude Terray, *Des francs-tireurs aux experts. L'organisation de la prévision économique au ministère des Finances 1948-1968*, Paris, CHEFF, 2002.

entièrement accessibles ; enfin ces centres seraient caractérisés par leur indépendance. Ces recommandations aboutissent à la naissance en 1981 d'un centre universitaire dirigé par Jean-Marcel Jeanneney, l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) ; d'un institut patronal : l'Institut de prévisions économiques et financières pour le développement des entreprises (IPECODE devenu REXECODE quelques années plus tard) ; enfin d'un centre qui réunit dans son conseil les grandes centrales syndicales : l'Institut de recherche économique et social (IRES) en 1982⁸. La « politique scientifique » menée en matière de sciences sociales – et particulièrement d'économie – depuis la fin des années 1950 avait principalement favorisé, comme l'a montré Michael Pollak, le développement de la recherche au sein du champ administratif puis, par la suite, l'accentuation de la contractualisation⁹. La création de ces différents instituts participe également à former un espace public de la prévision, mais surtout à substituer à l'opposition entre classes ou groupes sociaux un « pluralisme » des experts¹⁰.

Car à cette relative « diversification » des lieux de la prévision s'ajoute, dans le même temps, une tentative d'harmonisation des prévisions réalisée sous l'égide de l'État. Ainsi, à partir de 1979, les prévisions élaborées par le ministère des Finances sont confrontées à celles d'autres instituts au sein d'un « groupe technique » associé à la Commission des comptes et budgets économiques de la Nation¹¹. En cette fin des années 1970, le Centre d'observation de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris – qui publie depuis 1957 des prévisions annuelles – l'institut patronal REXECODE, le

8. Parmi ces trois instituts, seul l'IRES n'a jamais pris la forme d'un institut de prévision ou de conjoncture, la présidence entre 1985 et 1988 de Jacques Mazier, un ancien polytechnicien de la DP et du Plan, ayant cependant orienté les travaux vers une approche plus macroéconomique. Ces nouveaux centres de calcul ont principalement accueilli, du moins dans un premier temps, des économistes qui évoluaient auparavant à l'INSEE ou à la DP.

9. Michael Pollak, « La planification des sciences sociales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 2, n° 2-3, 1976, p. 105-121.

10. Nous nous permettons de renvoyer à une publication dans laquelle nous analysons une autre forme de ce déplacement, avec la création en 1997 du Conseil d'analyse économique : Thomas Angeletti, « (Se) rendre conforme. Les limites de la critique au Conseil d'analyse économique », *Tracés*, n° 17, 2009, p. 55-72.

11. Créée en 1952, cette commission est l'un des lieux associés à la comptabilité nationale et à une approche de l'économie en termes de grands agrégats macroéconomiques. Elle se réunit 2 à 4 fois par an pour discuter des « comptes de la nation » établis pour l'année passée, l'année en cours et l'année à venir. Voir F. Fourquet, *Les comptes de la puissance...*, *op. cit.*, notamment p. 198-222.

GAMA – laboratoire universitaire fondé par Raymond Courbis, un ancien de l'INSEE à l'Université Paris X Nanterre – puis quelques années plus tard l'OFCE, la Banque de France, ou encore le journal *L'Expansion*, viennent y présenter leurs prévisions. Ainsi, depuis les années 1950, période où elle était assurée uniquement au sein de l'administration, la prévision macroéconomique s'est développée dans d'autres secteurs, et l'on trouve aujourd'hui dans ce groupe technique une dizaine de banques qui procèdent à leurs propres prévisions économiques. Ce processus, qui tend également à établir les discussions sur l'avenir dans un espace d'équivalence chiffré et ordonné, a pu contribuer à diffuser le langage et les catégories de la macroéconomie dans d'autres sphères, dans une tradition d'éducation des groupes sociaux manifeste au cours de la planification et caractéristique du rapport qu'une part importante de la classe dominante a entretenu vis-à-vis de l'économie dans l'après seconde-guerre mondiale¹².

Les domaines ou, plutôt, les temporalités attribuées à ces lieux officiels de la prévision sont l'objet de luttes entre services et entre grands corps. En raison de reconfigurations du champ administratif, la quantification du futur – qui ne constitue qu'une part limitée de leurs attributions mais dotée d'une forte dimension honorifique – est scindée entre l'INSEE pour le très court terme (travaux de conjoncture), la direction de la Prévision du ministère des Finances pour les budgets économiques (un à deux ans), puis de nouveau l'INSEE pour le « moyen terme », notamment l'élaboration des projections effectuées dans le cadre de la planification (cinq ans). Cette division temporelle de l'avenir est orientée selon les différents horizons d'action de l'État, et l'activité de l'administration économique est rythmée par ces épreuves régulières de quantification.

Un ethos professionnel civique et descriptif

Conjointement à ces transformations institutionnelles apparaissent autour des années 1980 plusieurs critiques formulées envers

12. Comme en témoigne la publication de nombreux rapports sur le thème de l'information économique et d'ouvrages de vulgarisation, ou encore le développement de la presse économique. Voir Delphine Dulong, *Moderniser la politique. Aux origines de la V^e République*, Paris, L'Harmattan, 1997, en part. p. 13-68.

la prévision économique. Sans entrer dans le détail de ces critiques, on peut cependant supposer qu'elles permettent de repérer certaines attentes en matière de prévision. Ainsi, dans une période où la politique économique de la gauche est particulièrement commentée, la fiabilité des prévisions est contestée à la suite notamment de « fuites » dont la presse généraliste et spécialisée se saisit. Si ces révélations recourent parfois des motivations politiques contre le gouvernement en place, elles témoignent surtout de l'éthos professionnel civique et descriptif qui caractérise les macroéconomistes d'après-guerre. Dans cette conception, la description scientifique des phénomènes économiques ne peut être manipulée à outrance, et certains économistes de l'INSEE ou de la DP n'hésitent pas à faire circuler à la presse des documents, dans la mesure où ils considèrent que les chiffres qu'ils ont participé à établir font l'objet d'une retouche exagérée.

En mars 1983, une fuite sur les prévisions agite l'administration économique, comme nous l'ont relaté plusieurs économistes lors d'entretiens. Une note réalisée par le directeur de la Prévision, Jean-Claude Milleron, qui annonce explicitement un « tournant de la rigueur » parvient au *Canard enchaîné*. Celui-ci y consacre un article (le 2 mars), avant d'être largement relayé par les quotidiens nationaux. Ce document d'une trentaine de pages élabore un scénario pour les prochains mois et prochaines années dans lequel est notamment avancée, pour lutter contre la dégradation de l'endettement extérieur, une diminution du revenu des ménages. Au sein de la direction de la Prévision, cette publication entraîne de véritables changements : plusieurs courriers sont envoyés au personnel, provenant à la fois de la direction et des syndicats. Une enquête est lancée pour déterminer l'origine de la fuite et le directeur de la Prévision et un membre du cabinet de Jacques Delors, ministre des Finances à cette époque, présentent leur démission, mais celle-ci est refusée. Par la suite, les notes importantes de la direction seront produites en nombre limité, gardées dans un coffre-fort et lues seulement en séance.

Cet épisode n'est véritablement compréhensible que si l'on prend en considération l'une des spécificités de la DP – même si celle-ci se transforme justement en ce début des années 1980 – qui a été une sorte de lieu-refuge au sein de l'administration pour les économistes les plus à gauche et qui, notamment du fait de leur présence relativement importante, pouvaient y développer

leurs travaux avec une certaine indépendance¹³. Les situations dans lesquelles se trouvent engagés les économistes de la DP, imprégnés de marxisme pour une part d'entre eux, les conduisent parfois à écrire, à côté des publications officielles qui prennent place dans la revue de la DP, *Économie et prévision*, des articles dans d'autres supports pour exprimer leurs vues sous une autre forme, temporairement libérées de certaines des contraintes indissociablement argumentatives et morales auxquels leurs engagements professionnels les amènent à s'astreindre. Un exemple est donné par un économiste alors militant à la LCR, qui contribue à réaliser au sein de cette direction un modèle macroéconomique dénommé COPAIN. Dans le même temps il publie, sous un pseudonyme, deux articles dans la revue un temps proche de la Ligue Communiste *Critiques de l'économie politique*, où il dénonce la modélisation et passe en revue le modèle qu'il a lui-même participé à réaliser. Si ces multiples engagements sont connus et relativement tolérés, c'est également que ces membres de l'administration – polytechniciens ou ingénieurs pour la plupart d'entre eux – n'ont pas forcément pour rôle d'incarner la figure traditionnelle du haut-fonctionnaire, entièrement dédié à la cause administrative et qui se pose en contrepoids nécessaire aux alternances politiques. Mais cet équilibre précaire qui ménage différents espaces d'expression se fissure à cette période, en raison à la fois d'une contraction de l'espace politique et d'un cloisonnement de la science économique. À ce titre, il n'est pas anodin que la revue *Critiques de l'économie politique* s'arrête en 1985, quelques mois seulement avant le lancement de la *Revue française d'économie*.

13. Ainsi, parmi les économistes qui ont évolué au sein de la DP dans les années 1965-1980, dont plusieurs futurs contributeurs au courant régulationniste, on peut notamment citer Hugues Bertrand, Bernard Billaudot, Robert Boyer, Philippe Herzog, Michel Husson, Jacques Mistral, Michel Mousel, Gaston Olive, Anicet le Pors ou encore Bruno Théret. Ce dernier a d'ailleurs consacré un texte à ces transformations : Bruno Jobert et Bruno Théret, « France : La consécration républicaine du néo-libéralisme », in Bruno Jobert (dir.), *Le tournant néo-libéral en Europe. Idées et recettes dans les pratiques gouvernementales*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 21-86.

Les « erreurs » de prévision et la culture du « vrai » chiffre

Un autre aspect de cette éthique descriptive de la prévision économique de la seconde moitié du 20^e siècle, particulièrement intéressante sous le rapport de la temporalité, est d'avoir entretenu avec les phénomènes qu'elle se propose de mesurer et, parfois, d'anticiper, une perspective relativement *réaliste* – en ce sens qu'ils existent indépendamment de leur simple mesure et catégorisation. Ainsi par exemple, un économiste de l'OFCE publie en 1983 un article – précédé par d'autres publications du même ordre – dans lequel il revient sur certaines raisons des difficultés rencontrées par la politique économique mise en place avec l'arrivée du gouvernement socialiste, en identifiant les « erreurs » de prévisions des différents organismes, systématiquement comparées avec leurs « réalisations »¹⁴.

L'activité de prévision est ici envisagée comme une opération qui peut être approchée sur le mode de la réussite et de l'échec, de telle façon qu'il est possible d'estimer les « erreurs » entre les prévisions mesurées à un moment T et les résultats « définitifs », tels qu'ils se donnent à voir dans les comptes nationaux de l'INSEE (comme le montre le tableau page suivante). Ainsi « la montée du dollar – écrit Fonteneau dans cet article de 1983 – et le passage d'un environnement international stagflationniste à un environnement déflationniste n'ont été prévus ni par les organismes internationaux ni par les instituts français. Les infléchissements de la politique économique française, dus en partie au mauvais environnement extérieur, ont été mal ou pas du tout anticipés. Lorsqu'ils ont eu lieu – dit encore Fonteneau – leurs conséquences ont été le plus souvent appréciées de façon erronée. » (p. 93) Ici comme ailleurs¹⁵, l'idée que les prévisions ont concouru à orienter

14. On peut également mentionner l'ouvrage écrit par Alain Fonteneau et Pierre-Alain Muet (*La gauche face à la crise*, Paris, Presses de la FNSP, 1985) qui reprend et poursuit ces analyses.

15. On trouve d'autres traces de ce raisonnement en 1961 dans le rapport au Conseil économique et social d'André Barjonet (« Comparaison des prévisions aux résultats pour les années 1953-1960 », *Journal Officiel*, n° 9, 19 avril 1961), dans un article écrit au sein de la direction de la Prévision (Jacques Boullé, Jean Bouysson, Henriette Perker, « Les budgets économiques et leur réalisation », *Statistiques et études financières*, vol. 18, 1975, p. 3-52), également dans le livre de Jean-Jacques Carré, Paul Dubois et Edmond Malinvaud (*La croissance française : un essai d'analyse économique causale de l'après-guerre*, Paris, Seuil, 1972), bien que la question des effets de la prévision soit, dans ce dernier cas, abordée en tant que telle.

Une approche réaliste des phénomènes économiques
Prévisions concernant l'économie française en 1982 publiées à partir de l'automne 1981

Accroissements annuels moyens en %	Budget économique (septembre 1981)	Prévisions publiées au 4 ^e trimestre 1981		Prévisions publiées au 2 ^e trimestre 1982			Réalizations (²)	
		basse (¹)	moyenne	haute (¹)	basse (¹)	moyenne		haute (¹)
<i>Biens et services en volume :</i>								
PIB	3,3	2,5 (*)	2,75	3,1 (G)	1,2 (G)	1,8	2,7 (OE)	
Consommation des ménages ..	2,5	2,2 (CC)	2,8	3,2 (OE)	1,5 (G)	2,2	3,4 (R)	
Investissement total	2,3	- 1,6 (R)	0,2	1,5 (G)	- 2,2 (E)	- 0,7	1,2 (CC)	
Investissement des entreprises	3,0	- 4,0 (R)	- 0,6	1,2 (G)	- 4,5 (E)	- 1,3	1,0 (CC)	
Exportations	4,9	3,5 (E)	4,5	5,9 (OE)	- 0,1 (R)	2,2	4,5 (CC)	
Importations	5,1	4,5 (CC)	5,7	7,7 (OE)	2,5 (E)	3,9	6,0 (CC)	
<i>Prix à la consommation</i>	12,9	12,0 (CL)	13,5	15,5 (R)	12,0 (CL)	12,75	13,8 (R)	
<i>Taux de salaire horaire</i>	15,0	15,5 (N)	16,7	17,8 (R)	15,7 (G)	16,4	18,9 (R)	
<i>Solde des biens et services</i> (mil- liards de francs courants)	- 61,3	- 47,0 (O)	- 66,0	- 86,5 (R)	- 52,5 (O)	- 71,5	- 82,0 (R)	

(*) Quatre organismes ont publié une croissance du PIB de 2,5 % (BIPE, COE, OCDE et Nouvel Economiste).

(1) B = BIPE, CC = COE, CE = CEE, CL = Crédit Lyonnais, G = GAMA, R = REXECO, O = OCDE, E = Expansion, N = Nouvel Economiste, V = Vie Française.

(2) Source : Comptes Trimestriels (prix 1970).

Extrait de Alain Fonteneau, « Les erreurs de prévision économique pour 1982 », *Revue de l'OFCE*, vol. 4, 1983, p. 81-97.

l'état de l'économie est complètement absente de ces réflexions, car la prévision est abordée dans une approche essentiellement réaliste. De telle sorte que la séparation entre les opérations de prévision et les réalisations en est particulièrement marquée, puisque leur rapprochement pourrait venir mettre en doute la position du prévisionniste. La prévision n'est pas du tout envisagée comme jouant un rôle dans les phénomènes qu'elle tente de décrire et de mesurer et, par conséquent, il n'y aurait pas de boucle ou de rétroaction entre les prévisions et les anticipations ordinaires.

Les anticipations rationnelles et la critique de la modélisation

Cet aspect est précisément interrogé à la suite de débats entre économistes générés par l'hypothèse des *anticipations rationnelles*, qui recourent et actualisent l'infléchissement important de la modélisation macroéconomique. La première formulation de cette hypothèse – comme la remarque en a souvent été faite – peut être attribuée à Muth, avant la vision plus systématique qu'en a donné Robert Lucas à partir du milieu des années 1970. L'argument consiste à avancer – pour dire vite – que les agents économiques, qu'ils soient individuels ou collectifs, prennent en compte dans leurs actions les annonces de politique économique de l'État. Dès lors, l'impact de celle-ci est voué à être limité voire nul, puisque les prévisions et les annonces transforment les actions des agents. Les anticipations – indique Muth dans un article séminal paru en 1961 – « étant des prévisions bien informées des événements futurs, sont fondamentalement identiques aux prévisions issues de la théorie économique pertinente¹⁶. » La poursuite de ces considérations par Lucas, économiste de Chicago formé à l'histoire et qui a reçu le prix Nobel en 1995 pour ces réflexions, permet d'étendre l'argument de l'*effet pervers* – dont Hirschman a fait la généalogie à côté des autres composantes de la « rhétorique réactionnaire¹⁷ » – et d'y englober les prévisions réalisées à travers les modèles économétriques. Lors d'une simulation de politique économique, financée par exemple par

16. « Expectations, since they are informed predictions of future events, are essentially the same as the predictions of the relevant economic theory. » : John F. Muth, « Rational Expectations and The Theory of Price Movements », *Econometrica*, vol. 29, n° 3, 1961, p. 315-335.

17. Albert O. Hirschman, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, trad. de l'angl. par Pierre Andler, Paris, Fayard, 1991.

un recours au déficit, les réactions des ménages ou des entreprises sont principalement établies par leurs comportements passés. Or, leurs actions sont transformées par cette annonce, les effets compensatoires à venir comme, par exemple, une hausse de la fiscalité, étant ainsi anticipés. Autrement dit et de manière quasi tautologique, les anticipations « rationnelles » des agents économiques dépendent également – et peut-être surtout – de l'avenir. Comme le défend Lucas, la « manipulation ne marcherait que si les gens étaient stupides¹⁸. »

L'arrivée de cette hypothèse en France à partir de la fin des années 1970, se donne à voir notamment dans l'ouvrage très diffusé d'Henri Lepage, publié en 1980 et intitulé *Demain le libéralisme*, qui y consacre un chapitre¹⁹. Cet économiste né en 1941, journaliste économique avant de travailler à l'Institut de l'entreprise, œuvre dans de nombreux ouvrages de vulgarisation à promouvoir le libéralisme et à dénoncer l'action de l'État. « Il y a une dizaine d'années – explique l'auteur – les économistes et les hommes de gouvernement ont partagé une illusion commune. Ils ont cru que, grâce aux progrès de la modélisation économétrique, une ère nouvelle s'ouvrait qui apportait aux pouvoirs publics les moyens de piloter l'économie comme on conduit une voiture de course ; notamment en leur donnant les moyens de choisir à volonté le menu d'inflation et de chômage désiré. » (p. 89) Dans la conception des anticipations rationnelles – poursuit-il – « l'expérience conduit les entreprises à réagir avec plus de prudence qu'autrefois aux stimulants monétaires et budgétaires, mais certaines d'entre elles ont également accumulé une expérience suffisante qui leur donne aujourd'hui les moyens de régler leur gestion à partir d'éléments qui se situent "en amont" des décisions gouvernementales, et qui les met donc en mesure d'anticiper presque en même temps que les autorités gouvernementales les grandes variations économiques qui déterminent la politique courante des pouvoirs publics, voire leur politique à venir. » (p. 98) Le champ de recherche ouvert par ces travaux contribue à disqualifier les réflexions macroéconomiques et particulièrement la modélisation

18. Une remarque qui n'est pas sans rappeler, dans un tout autre contexte, la dénonciation de la sociologie engagée par Garfinkel, qui réduirait les acteurs à de simples « idiots culturels », l'ethnométhodologie ayant placé la réflexivité et la catégorisation au cœur de son cadre d'analyse. Voir Harold Garfinkel, *Recherches en ethnométhodologie*, trad. de l'angl. par Michel Barthélémy et al., Paris, PUF, 2007 [1967], p. 136 et suiv.

19. Henri Lepage, *Demain le libéralisme*, Paris, Hachette, 1980. L'ouvrage avait été précédé par *Demain le capitalisme*, Paris, Hachette, 1978.

qui s'était développée, depuis les années 1960, en liaison étroite avec la planification.

Éléments pour distinguer deux régimes de prévision

Les différents traits dégagés précédemment sur la reconfiguration de l'activité de prévision économique autour des années 1980 fournissent quelques éléments pour distinguer deux projets prévisionnistes ayant accompagné la seconde moitié du 20^e siècle, en considérant la prévision comme un moyen disponible pour calmer les inquiétudes sur ce qui arrive²⁰. En effet, elle peut être appréhendée comme l'un des dispositifs qui permet de gérer les tensions entre deux modes d'existence de l'économie que l'on peut nommer, dans l'attente d'une formulation plus heureuse, *l'économie qu'on agit* et *l'économie qui nous agit*²¹. La première désigne une économie-chose, sur laquelle on peut opérer des actions visant à la contrôler, à la modeler voire à agir sur ses évolutions, tandis que la seconde se manifeste notamment lorsque l'économie est exprimée en termes de « réalités » contre lesquelles il serait difficile voire, parfois, illusoire de lutter. Les projets prévisionnistes dont on propose de dresser maintenant l'esquisse se situent à la limite de ces deux formes de l'économie et tente de les lier, en recourant à des moyens très différents pour gérer cette contradiction. Ces projets, dont il faudrait affiner l'étude et notamment leur rapport à la critique – ce qui nécessiterait des développements outrepassant les limites de cet article –, ne sont évidemment pas associés à une période stricte : ils occupent une place inégale selon les situations historiques mais coexistent, et tendent à intégrer *ce qui arrive* selon des modalités différentes.

20. Sur l'intégration du changement dans différents types de régime politique, voir Luc Boltanski, *De la critique*, Paris, Gallimard, 2009, particulièrement p. 175-221. Les paragraphes qui suivent s'appuient également sur les travaux d'Alain Desrosières et notamment sur : « Est-il bon, est-il méchant ? Le rôle du nombre dans le gouvernement de la cité néolibérale », communication au séminaire *L'informazione prima dell'informazione. Conoscenza e scelte pubbliche*, Université de Milan Bicocca, 2010 ; Alain Desrosières, « Historiciser l'action publique : l'État, le marché et les statistiques », in Pascale Laborier et Dany Trom, dir., *Historicités de l'action publique*, Paris, PUF, 2003, p. 207-221.

21. Sur la manière dont est contenue une telle contradiction entre ces deux modes d'existence de l'économie autour de la planification des années 1960-1970, nous renvoyons à un travail antérieur : Thomas Angeletti, « Faire la réalité ou s'y faire ? La modélisation et les déplacements de la politique économique au tournant des années 1970 », *Politix*, vol. 95, 2011, p. 47-72.

Schématiquement, un *premier projet prévisionniste* macroéconomique, attaché à la comptabilité nationale et à la planification, se construit en considérant les citoyens à une échelle chiffrée qui est celle de l'État-nation. Dans ce cadre, on peut encore procéder à des comparaisons terme à terme des évaluations du produit national et de ses « réalisations », dans la mesure où l'on se situe dans une approche *réaliste* des phénomènes économiques. La modélisation occupe ici une place importante car elle permet de pousser le souci de cohérence comptable et de dépendance entre les phénomènes économiques à son paroxysme, de même qu'elle lie entre eux, presque sans coupure, passé proche, présent et futur proche. Elle suppose de traiter un domaine ou un univers de façon relativement autonome, auquel est attribuée une force spécifique ou, autrement dit, régi par des logiques propres et dont on peut suivre et anticiper le mouvement en tant que tel. Il s'ensuit qu'à travers cette opération, les économistes mettent à jour des évolutions « spontanées » de l'économie, manière routinière d'intégrer le changement – qui se présente alors sans événements, lissés dans des séries chiffrées qui atténuent les ruptures – à un ordre qui le dépasse. Dans ce cadre, le seul être et la seule entité capable de contrer, de corriger et d'agir sur le cours des choses, c'est l'État. En effet, la plupart des modélisateurs sont interventionnistes et l'opération de modélisation est un moyen analytique pour délimiter les marges de manœuvre de l'État et, par là, promouvoir une politique économique. Mais en éclairant les régularités de l'économie, ils limitent parfois malgré eux le type d'intervention possible en les faisant apparaître comme une nécessité. La modélisation est une activité en cela paradoxale : elle fait exister, par la prévision, une réalité économique à venir et qui s'impose ; dans le même temps, elle promet un État capable de dicter une politique économique et de contrer les évolutions économiques « spontanées ». À ce titre, il faut prendre en considération qu'elle s'est fortement développée en France dans une période où apparaissent à la fois des crises sociales (Mai 68) et économiques (crise pétrolière de 1973), par des économistes soucieux de faire tenir un monde dont ils perçoivent bien qu'il est en train de se transformer. La modélisation peut ainsi être vue comme un acte de revendication de souveraineté de l'État dans une période d'intenses transformations. La liaison avec la planification permet d'adosser l'activité de prévision à moyen terme sur une institution garante de la « volonté générale », le Commissariat général au Plan et ses commissions de

modernisation réunissant des représentants des groupes sociaux. Dans cette conception, les économistes tentent d'intégrer progressivement les phénomènes économiques dans la totalité du modèle : les « externalités » sont progressivement « internalisées », de manière à mieux comprendre la liaison entre les actions économiques d'agents appréciés à une dimension agrégée et de les étudier dans un ordre commun. La modélisation macroéconomique s'est maintenue jusque dans les années 1980 avant de décliner progressivement et a ainsi accompagné les transformations majeures des années 1970-1980.

À la faveur notamment des critiques émanant des promoteurs des « anticipations rationnelles » – dont on peut considérer qu'elles participent, à certain titre, à l'introduction du constructivisme en économie, au moins pour l'importance accordée aux phénomènes de catégorisation – un *second projet prévisionniste* peut être ainsi distingué. Les prévisions sont ici prises dans un autre appareillage conceptuel dans lequel la quantification macroéconomique de l'avenir, en tant qu'activité visant à réduire l'inquiétude sur ce qui arrive, n'est plus considérée comme tout à fait à même d'ajuster et d'orienter correctement les anticipations. La reconfiguration de la prévision économique à la fin des années 1970 et au début des années 1980 comme la focalisation progressive sur le court terme – avec notamment l'introduction des comptes trimestriels – participent à écarter cette activité des domaines privilégiés de la concertation. Plus précisément, la création d'instituts « indépendants » de prévision favorise une forme de représentation différente, chaque centre disposant d'experts attitrés venant chacun présenter et confronter ses propres *chiffres*²². Surtout, dans cette nouvelle conception, les actions de l'État sont approchées comme pouvant être anticipées par les agents économiques, désormais observés à une échelle individuelle. Les prévisions, dans ce cadre constructionniste, sont considérées comme ayant plus de valeur pour les effets de boucle – *looping effects* pour reprendre le terme

22. Il n'est d'ailleurs pas étonnant de constater que le Conseil national de la statistique, encore aujourd'hui, ne traite que des enquêtes sociales et exclut de son champ d'études la comptabilité nationale et les études économiques. Voir Bruno Sujobert, « La société peut-elle intervenir sur le programme de la statistique publique ? Le CNIS en tant que lieu et outil d'élaboration et de confrontation des attentes sociales et des projets de la statistique publique », communication au séminaire *Politique des statistiques* organisé par Isabelle Bruno, Alain Desrosières et Emmanuel Didier, EHESS, 6 mars 2012.

de Ian Hacking²³ – qu’elles génèrent et les actions qu’elles entraînent davantage que pour leur validité et leur précision. Il s’agit ainsi de faire descendre le niveau auquel l’inquiétude doit être résorbée ou tout du moins apprivoisée et d’asseoir la réalité sur des entités de taille réduite – comme c’est le cas dans les réflexions microéconomiques autour de la théorie de l’agence et de la logique principal-agent²⁴. L’intervention est toute aussi présente dans ce second projet mais elle change d’échelle et de forme, par exemple en associant aux prévisions des systèmes d’incitations²⁵. Alors que les mouvements impersonnels et agrégés de l’économie pouvaient être mesurés de manière à agir collectivement contre leurs effets, les indicateurs quantitatifs apprécient au contraire des actions dont on ne peut supposer qu’elles soient tributaires de lois autonomes, ne serait-ce que parce qu’elles sont attribuables à des « programmes », à des « services » – dans le langage de la LOLF – et donc, en dernière analyse, à des individus.

De plus les « effets externes », qui étaient auparavant progressivement intégrés aux modèles afin de favoriser une cohérence d’ensemble, se constituent comme des objets d’enquête et d’action en tant que tels. Par exemple, la méthode d’évaluation aléatoire, qui a pris de l’importance à travers les travaux d’Esther Duflo, s’inscrit dans la lignée de « l’évaluation des politiques publiques » – dont on sait qu’elle s’est développée massivement depuis les années 1980 –

-
23. L’argument avancé par Hacking consiste à ne retenir les effets de boucle que pour les classifications d’éléments « humains », qui impliquent nécessairement une dimension morale, au contraire des catégorisations ayant trait à des choses « naturelles ». L’économie occupe une place délicate dans cette distinction, dans la mesure où tout un travail est mené à la fois pour en dégager des lois « spontanées », notamment à travers la prévision, mais également pour saisir les moyens de contrebalancer ces probables évolutions. Voir Ian Hacking, « The Looping Effect on Human Kinds », in Dan Sperber, David Premack et Ann James Premack (dir.), *Causal Cognition : A Multidisciplinary Approach*, Oxford, Clarendon Press, 1995, p. 351-383 et I. Hacking, *Entre science et réalité. La construction sociale de quoi ?*, trad. de l’angl. par Baudouin Jurdat, Paris, La Découverte, 2001 [1999].
 24. Apparue au milieu des années 1970, la théorie de l’agence, particulièrement reprise par le management, met l’accent sur l’opportunisme des subordonnés qui peuvent, dans toute relation hiérarchique, dissimuler à leurs supérieurs des informations. Pour limiter ces asymétries et s’assurer de la loyauté des « agents », les supérieurs peuvent ainsi recourir à des dispositifs de valorisation ou de sanction, comme par exemple l’évaluation individuelle.
 25. Les statistiques analysées par Emmanuel Didier qui décrivent, mesurent et posent des objectifs à l’activité policière en sont une illustration particulièrement manifeste. Voir Emmanuel Didier, « L’État néolibéral ment-il ? “Chanstique” et statistiques de police », *Terrain*, vol. 57, 2011, p. 66-81.

mais en la déplaçant : l'évaluation n'est plus un moyen de tester la validité de politiques achevées, mais d'estimer *ex ante* l'efficacité d'une action politique précise, en recourant à des groupes-test²⁶. Cantonnées initialement au développement, ces analyses occupent désormais le domaine des politiques sociales et participent à déplacer la représentation de la totalité dans la mesure où les solutions recommandées sont *locales* et *situées*²⁷. L'action de l'État n'est plus intégrée dans un système d'interdépendances multiples, comme c'était le cas dans les modèles macroéconomiques élaborés par les économistes de l'INSEE et de la DP, mais peut être découpée en d'innombrables sous-domaines, étudiés de manière autonome, en s'appuyant sur la logique entrepreneuriale des *best practices*²⁸.

On peut enfin penser, en suivant les réflexions avancées par Lorraine Daston et Peter Galison²⁹, qu'à travers ces transformations se joue également une évolution des conceptions de l'objectivité scientifique. Le positivisme des années 1950-1970, qui permettait de créer un pont entre une conception scientifique – en partie liée au marxisme – et la mathématisation de l'économie qui se déploie notamment chez les modélisateurs, est encore teinté d'une culture du « vrai » chiffre, qui implique une forte démarcation entre le prévisionniste et les phénomènes qu'il se donne pour objets d'investigation. Or, dans le mouvement avancé par les anticipations rationnelles, la boucle entre prévision et réalisation contrarie une telle conception. Dans les deux cas, il est reconnu qu'on ne peut laisser la prévision à l'expérience : il faut mettre en place des dispositifs qui l'enregistrent, l'encadrent et la définissent. Cependant, il n'y a pas

26. En s'inspirant des essais cliniques, les méthodes d'évaluation aléatoire proposent de tester les effets d'une action – par exemple ceux de nouveaux dispositifs « d'accompagnement » des chômeurs de longue durée sur leur retour à l'emploi, comme ce fut le cas en France en 2007 – en comparant deux groupes dont un seul est effectivement l'objet de la mesure considérée, en raisonnant « toutes choses égales par ailleurs ».

27. Sur les expérimentations proposées par Esther Duflou, voir la lecture approfondie qu'en propose Agnès Labrousse (« Nouvelle économie du développement et essais cliniques randomisés : une mise en perspective d'un outil de preuve et de gouvernement », *Revue de la régulation – Régulation Review* (en ligne), n° 7, 2010, consulté le 14 juin 2012), qui montre notamment que la conception du chercheur avancée par ce courant est celle du « plombier » ou de l'« ingénieur ».

28. Sur le développement de la logique des « meilleures pratiques » – liée au *benchmarking* – dans le cas de la recherche, voir Isabelle Bruno, *À vos marques, prêts... cherchez ! La stratégie européenne de Lisbonne, vers un marché de la recherche*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2008.

29. Lorraine Daston et Peter Galison, *Objectivité*, préface de Bruno Latour, trad. de l'angl. par Sophie Renaut et Hélène Quiniou, Dijon, Les Presses du réel, 2012 [2007].

de place assignée à la situation dans la macroéconomie issue de la comptabilité nationale. Alors que dans le second cas, la prévision retourne en quelque sorte à l'expérience : la boucle qui les lie est pensée selon une temporalité très courte. Et c'est là que réside tout le paradoxe d'un tel déplacement : ce second projet prévisionniste, qui se présente comme beaucoup plus « lâche » et se revendique comme moins « dirigiste », en promouvant au contraire l'autonomie, avance, dans le même temps, un suivi bien plus fin des pratiques et des actions qu'il se propose d'étudier et de prévoir. ♦

Thomas Angeletti réalise une thèse de sociologie au GSPM (Groupe de sociologie politique et morale – EHESS) et est ATER à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Ses recherches portent sur les constructions élaborées par les économistes et les formes de nécessité qui s'y attachent. Il a récemment publié « Faire la réalité ou s'y faire ? La modélisation et les déplacements de la politique économique au tournant des années 1970 », (*Politix*, n° 95, 2011) et « Dire l'économie. Les "journées de l'économie" comme instance de confirmation » (*Sociologie*, vol. 2, n° 2, 2011).

RÉSUMÉ

La prévision économique et ses « erreurs »

Autour des années 1980, la recomposition de la prévision économique se manifeste tant dans les institutions en charge de dire l'avenir économique qu'à travers l'ethos professionnel des économistes. Dans les considérations de ces derniers, centrées jusqu'à cette époque sur l'intervention de l'État, la question des effets des énoncés prédictifs est absente. Cette culture descriptive et réaliste, qui implique une séparation entre l'existence des phénomènes et leur mesure, accorde progressivement une place aux effets de boucle et privilégie une approche microéconomique de court terme. Cette période nous permet ainsi de styliser deux conceptions de l'économie et des manières de contenir les inquiétudes sur l'avenir.

Economic forecasting and its "mistakes"

Around the 1980s, the reshaping of economic forecasting is reflected both in the institutions responsible for the economic future and in the professional ethos of economists. Much focused on state intervention, forecasters have little interest in the effects of predictive statements. This descriptive and realistic culture, which implies a separation between the existence of phenomena and their measurement, gradually allows a larger role to looping effects and favors a microeconomic analysis. Looking at this period enables us to outline two ways of conceiving the economy and contain concerns about the future.